

Un évêque coincé entre fidèles blessés et cathos d'extrême droite

Chloé Andries

Journaliste

Publié le 06/04/2014 à 12h30



Mgr Jean-Luc Brunin à Ajaccio le 25 juin 2010 (STEPHAN AGOSTINI/AFP)

Les réquisitoires et plaintes des activistes « antigendre » et « antimariage gay », [Mgr Jean-Luc Brunin](#) les connaît – presque – par cœur. L'évêque du Havre et président du [Conseil national Famille et Société](#) (organe de la Conférence des évêques de France ou [CEF](#)), a déjà essuyé plusieurs de leurs tirs ciblés.

Déjà, en juin dernier, lorsque le Conseil Famille et Société [avait publié](#), après le vote de la loi du « mariage pour tous », un document intitulé « Poursuivons le dialogue » pour engager les catholiques à « surmonter leurs différences d'approche », le site traditionaliste [Riposte catholique](#) avait [relayé](#) une lettre d'un prêtre tradi jugeant ce texte « scandaleux ». Il demandait ainsi la convocation d'une réunion de la Conférence des évêques de France pour obtenir la révocation « du mandat dudit Conseil Famille et Société ».

L'évêque, originaire de Roubaix, [en a vu d'autres](#) : fortement engagé dans le dialogue avec l'islam, il a commencé son ministère comme prêtre en milieu ouvrier et a aussi présidé le comité épiscopal pour la pastorale des migrants.

Mais suite à une énième levée de boucliers menée sur Internet par une poignée d'ultras, Mgr Brunin décide d'annuler une rencontre prévue le 19 mars par le Conseil Famille et Société avec la philosophe [Fabienne Brugère](#). Celle-ci devait intervenir sur la thématique du « prendre soin », dont elle est une spécialiste.

Pressions d'une « police de la pensée »

Une « supplique », [relayée](#) par le site traditionaliste Salon Beige, demandait cette annulation en raison de l'engagement de Fabienne Brugère pour le droit à l'avortement et le « mariage pour tous », ainsi que sa proximité supposée avec Judith Butler, spécialiste des études de genre.

Censée préserver la « communion » des catholiques, la décision de Jean-Luc Brunin a provoqué une vive émotion (via une tribune de René Pujol, ancien rédacteur en chef du magazine Pèlerin, [publiée](#) sur Rue89) dans une autre partie de la communauté catholique, jugeant que les évêques avaient par là « [cédé](#) à une police de la pensée ».

Cet épiphénomène aura achevé de démontrer le profond malaise qui traverse la communauté catholique, déchirée par plus d'un an et demi de débats houleux et de radicalisation sur le mariage et le genre.

Pour Jean-Luc Brunin, cette décision « conjoncturelle » ne remet pourtant pas en cause les perspectives de dialogue. Ni celles d'un apaisement. Entretien.

Rue89 : Votre décision de suspendre l'intervention de Fabienne Brugère a été vécue comme un désaveu d'une partie des catholiques. Pourquoi ce choix ?

Jean-Luc Brunin : La motivation de ma décision a été de ne pas passer en force. La grande majorité des chrétiens qui se sont exprimés dans cette campagne sont des gens blessés et déboussolés par les changements de société.

D'ailleurs, ce phénomène n'est pas propre à l'Eglise. Il suffit de [regarder](#) les scores du FN aux dernières élections pour reconnaître qu'une partie des citoyens a du mal à comprendre les évolutions de la société, y résiste.

En refusant de répondre à l'intransigeance par l'intransigeance, je voulais justement éviter de cliver et de faire l'amalgame entre les chrétiens désorientés et les instigateurs de cette campagne, qui sont quant à eux clairement dans une stratégie politique et idéologique.

Dans cette affaire, une minorité politique a joué avec les peurs, a mené une campagne de désinformation à l'égard de madame Brugère, en disant qu'elle allait parler du genre par exemple, ce qui était absolument faux.

En revanche, j'ai redit avec force que dans ma responsabilité de président du Conseil Famille et Société, j'entendais poursuivre le dialogue et l'ouverture à l'égard de tous les courants de la société.

Cette décision ne fait-elle pas justement le jeu « politique » de cette minorité activiste ?

Je comprends cette réaction, mais ceux qui l'ont eue ont fait une lecture politique de ma décision. Or, ce qui me semblait indispensable, c'était justement de ne pas me laisser entraîner dans une posture politique, pour me positionner résolument dans une perspective pastorale de communion.

Et c'est un point fondamental, qu'il faut rappeler. L'Eglise en tant qu'institution doit encourager les chrétiens à promouvoir l'esprit de l'Evangile dans les réalités sociales, elle n'a pas à cautionner un courant plutôt qu'un autre.

C'est une question de fond dans l'Eglise : les chrétiens ont-ils vocation à faire exister une société chrétienne ou plutôt à témoigner du fait qu'on peut tenir debout, comme chrétien, dans une société qui ne l'est plus massivement ?

Depuis bien longtemps, l'Eglise est sortie de ce qu'on a appelé la troisième voie, qui aurait été une autre proposition entre libéralisme et communisme. Depuis le [concile Vatican II](#), l'Eglise reconnaît une pluralité d'engagements parmi les chrétiens, et n'entend cautionner aucune position ou parti politique en particulier.

Malheureusement, les chrétiens qui se situent dans une stratégie idéologique demandent souvent aux évêques de cautionner leur politique.

Certains évêques ont pourtant soutenu les manifestations contre le « mariage pour tous », des prêtres ont battu le rappel à la sortie de leurs églises. Cette attitude a-t-elle contribué à renforcer la situation de crispation actuelle ?

Certains évêques ou prêtres ont consenti à devenir les cautions d'une posture politique. Cela est dommageable pour la communion de l'Eglise. Un évêque n'a pas vocation à cautionner une posture politique. Sa vocation c'est la communion. C'est une nuance fondamentale à tenir. C'est d'ailleurs ce que disait Benoît XVI dans l'encyclique [Caritas in Veritate](#).

Quelle a été votre attitude en tant qu'évêque ?

J'ai fait le choix strict de ne pas prendre part aux manifestations. Certains catholiques me l'ont reproché, me disant que je ne les soutenais pas. Mais en refusant de placer l'Eglise dans une position partisane, je leur ai répondu que je sauvais la dimension citoyenne de la manifestation.

De même en mai dernier, après le vote de la loi sur le « mariage pour tous », le Conseil Famille et Société a publié une note intitulée « Poursuivons le dialogue », qui se situe dans cette même ligne.

Il s'agissait de prendre acte de la décision politique, de reconnaître logiquement le processus démocratique, et d'inviter les chrétiens à dépasser leurs clivages et à poursuivre le dialogue avec la société. Là encore, certains ont interprété ça comme un appel à la démission, une soumission.

Faut-il encore dialoguer avec cette frange de catholiques ?

Déjà, pour dialoguer, il faut être deux, et accepter de situer ses échanges sur le terrain de la foi, pas sur celui des positions politiques. Mais dans notre communauté, il existe une multitude de courants et les frontières sont très floues. Il y a ceux qui sont résolument ouverts au dialogue avec la société, d'autres qui sont perdus face aux évolutions, et un noyau dur qui refuse le dialogue.

Ces dernières décennies, l'Eglise catholique a misé sur un retour au conservatisme doctrinal et encouragé un catholicisme plus identitaire. La hiérarchie s'est elle-même appuyée sur les communautés représentant ce courant, pourvoyeuses de vocations. Aujourd'hui, n'assiste-t-on pas à un retour de bâton ?

On peut lire les choses de façon négative en disant qu'on a vécu une régression identitaire. Je ne le pense pas. Il ne s'agit pas d'une régression, mais d'une réappropriation identitaire. Elle s'est vécue en plusieurs phases :

- **le concile Vatican II** : après l'ouverture nécessaire de l'Eglise avec le concile Vatican II dans les années 1960, on s'est aperçu que la société ne tirait plus ses références du christianisme. Certains ont d'ailleurs quitté l'Eglise et se sont fondus dans cette société qui avait pris congé du christianisme ;
- **avec Jean-Paul II**, et notamment son initiative des rassemblements de jeunes à travers les Journées Mondiales de la Jeunesse, il s'est agi de dire aux chrétiens « Rassemblez-vous, vous n'êtes pas isolés, retrouvez la fierté d'être chrétiens » ;
- **Benoît XVI**, dans le prolongement de son prédécesseur, a appelé à travailler le contenu du message évangélique. Ce qui domine son pontificat, c'est le message suivant : il faut entrer en dialogue avec la société en rendant compte de manière rationnelle du message de l'Evangile ;
- **le pape François**, enfin, me semble poursuivre plus qu'on ne le dit la dynamique de Benoît XVI, en la poussant un peu plus loin lorsqu'il dit : « Allez aux périphéries existentielles ».

Je pense que la réappropriation identitaire demeure nécessaire aujourd'hui. En revanche, il est vrai qu'il est parfois difficile de faire en sorte qu'elle ne se vive pas en opposition par rapport à la société.

Justement, cette équation que tente l'Eglise – entre rappel du dogme et ouverture au dialogue – ne pousse-t-elle pas sa hiérarchie à tenir des positions difficiles à lire ?

L'Eglise doit mener le dialogue, c'est sa vocation, mais doit maintenir deux exigences : être en service d'humanité et au service d'une vérité dont elle est porteuse.

Cette équation complexe peut créer des tensions. Entre l'intransigeance de ceux qui veulent uniquement parler du dogme et la position de ceux qui veulent juste accompagner, il faut se tracer un chemin pastoral qui est une ligne de crête.

Si l'on s'enferme dans l'affirmation de vérités et principes, on risque d'adopter une attitude intransigeante qui forme ce que le pape François appelle la « douane pastorale », et qui dissuade les personnes pas forcément « dans les clous » de s'adresser à l'Eglise et d'y trouver un compagnonnage d'humanité.

Mais d'un autre côté, l'Eglise est porteuse d'un message sur l'homme, la société, la justice sociale, le développement solidaire. Elle est aussi porteuse d'une expérience réfléchie sur vingt siècles de tradition du christianisme. Elle ne peut jeter cela aux orties en disant que tout se vaut.

Sachant cela, elle doit prendre en compte les gens là où ils sont, pour les accompagner. Ce qui a été déclaré vrai par l'Eglise, nous voulons travailler à ce que ça le devienne pour les gens dans la situation où ils sont.

Aujourd'hui, ce sont souvent les voix du « dogme » qui parviennent à se faire entendre... A qui la faute ?

Dans la société, on existe uniquement par la visibilité médiatique. En tant qu'évêque du Havre, par exemple, au moment des débats sur le « mariage pour tous », les médias locaux se sont demandé ce que je pensais du projet de loi.

En revanche, lorsqu'on a fait une conférence sur les enjeux des élections européennes, ou encore une rencontre sur l'écologie entre les délégués de la conférence et Nicolas Hulot, ou même une publication sur la réforme pénitentiaire, cela ne les intéressait pas.

Le fait que les responsables politiques aient mis l'accent sur cette réforme du « mariage pour tous » et de la famille a, d'autre part, fait émerger un débat. Mais ils auraient pu faire porter leurs efforts sur des projets visant à libérer l'économie de la financiarisation et permettre une justice sociale, qui faciliterait l'accès à l'emploi et à des conditions de vie digne.

Si le politique avait mis cet accent, on aurait peut-être pu entendre ce que les chrétiens proposaient.

Sur les seules questions de bioéthique et de famille, il existe d'autres pensées que celles défendues par les « antigénre ». Même les réflexions menées au sein de l'Eglise semblent un peu plus nuancées que dans les années 90. Pourquoi semblent-elles confisquées par une poignée d'ultras ?

En 2006, nous nous étions intéressés aux études de genre, à l'occasion d'une réflexion sur les différences hommes-femmes. L'idée était d'aborder cette question complexe de façon rationnelle. Et bien entendu, les études de genre n'ont rien à voir avec ce que certains groupes idéologiques en disent.

J'ai d'ailleurs publié une note en février dernier, rappelant qu'il existait des études sur le genre mais que la formule de « théorie du genre » ne voulait rien dire. Cette note n'a pas été relayée au niveau médiatique.

Lorsqu'une question de société suscite un débat, le Conseil Famille et Société demande à des experts de travailler sur le dossier, pour aider les évêques et les délégués pastoraux à y voir plus clair.

C'est dans cette perspective de dialogue avec la société que Fabienne Brugère avait été conviée ?

Tout à fait. Nous avons choisi d'aborder la philosophie de la sollicitude, puisqu'il y a pile un an, le pape François avait invité à prendre soin des relations dans la famille. Nous nous étions d'ailleurs dit que le fait d'aborder le thème du « prendre soin » allait être plus apaisant et consensuel...

Fabienne Brugère est une des meilleures spécialistes de la réflexion dans ce domaine. Il se trouve que par ailleurs, elle a invité Judith Butler dans le cadre de l'université de Bordeaux. Cela fait évidemment partie de la liberté de la recherche et de la réflexion !

A un autre moment, cette conférence serait-elle passée comme une lettre à la poste ?

Oui, je le pense.

Comment poursuivre le dialogue et retrouver la sérénité ?

Il faut garder à l'esprit que tout cela est conjoncturel, et non structurel. Par le passé, l'Eglise a déjà connu des moments de crispations sur divers sujets, qui ont pu s'apaiser par la suite. Je me souviens de débats houleux au début des années 2000, au moment des occupations d'églises par les sans-papiers. Aujourd'hui, on a progressé dans la relation entre les communautés chrétiennes et les migrants, même s'il reste fort à faire.

Au final, je crois qu'il ne faut pas se laisser impressionner outre mesure. On traverse des périodes de turbulences, dans lesquelles il faut raison garder, en travaillant à ne pas rompre le dialogue entre les catholiques, ni entre les catholiques et la société. Si l'on veut être présents dans cette société, on est condamnés à s'entendre, à se parler et à entrer en dialogue.